

Assemblée nationale: Robin des Bois se fait voler sa taxe

29 Février 2012

L'Assemblée nationale s'apprête à voter solennellement ce soir la création d'une taxe sur les transactions financières au niveau français. Pour les associations Oxfam France, AIDES et Coalition PLUS, cette taxe est en l'état un double échec.

Tout d'abord, en la criblant d'exceptions supplémentaires, cette taxe ne permettra pas de lutter contre la spéculation financière, alors que le montant global des transactions financières journalières dans le monde atteint aujourd'hui 8 000 milliards de dollars.

Surtout, en laissant de côté son but principal, lutter contre la pauvreté et le changement climatique dans les pays en développement, cette taxe ne permettra pas de dégager les financements nécessaires pour atteindre les objectifs internationaux de développement.

Pourtant, des professionnels de la finance ont calculé que, bien conçue, cette taxe pourrait rapporter jusqu'à 12 milliards d'euros par an - bien loin du maigre milliard que nous promet aujourd'hui le gouvernement.

« Notre déception est à la hauteur des besoins croissants du monde en développement. A l'heure où l'aide aux pays pauvres est partout sacrifiée sur l'autel de la crise financière, cette TTF représentait un immense espoir de répondre aux grands défis de notre temps : pauvreté, sida, changement climatique, sécurité alimentaire, gratuité des soins de base... Au moins le message est clair : la solidarité internationale attendra », regrette Stéphane Simonpietri, directeur des programmes internationaux de AIDES.

Le gouvernement et la majorité à l'Assemblée nationale n'ont pas résisté aux sirènes des financiers : l'assiette de cette taxe a été un peu plus réduite et les exemptions ont été multipliées au point de vider cette taxe de tout sens. Au final, sous couvert d'exempter les « petits épargnants », les exceptions créées concerneront en fait principalement les plus riches investisseurs et spéculateurs.

« La TTF made in France est un gâchis. Comment ne pas voir derrière cette taxe au rabais la victoire du secteur financier et le double jeu du gouvernement », ajoute Luc Lamprière, directeur d'Oxfam France.

Oxfam France, AIDES et Coalition PLUS appellent l'ensemble des candidats de la présidentielle à s'engager clairement en faveur d'une taxe sur l'ensemble des transactions financières en l'affectant aux grands enjeux internationaux de développement. Le prochain collectif budgétaire doit être une opportunité pour la nouvelle législature de revoir la copie.

Contact

AIDES : Antoine Henry 06 10 41 23 86/ Oxfam France : Magali Rubino - 06 30 46 66 04 / PLUS : Julie Chaverou – 06 82 67 83 16